



CHAPITRE 35

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

[Sanctionnée le 19 décembre 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1968, c.
45, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45) est modifié:

a) en insérant à la fin du paragraphe e, l'alinéa suivant:

« cons-
truction »:

« En outre, le mot « construction » comprend l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement, le travail exécuté en partie sur les lieux mêmes du chantier et en partie en atelier, le déménagement de bâtiments, les déplacements des salariés, le dragage, le gazonnement, la coupe et l'émondage des arbres et arbustes ainsi que l'aménagement de terrains de golf, mais uniquement dans les cas déterminés par règlements; »;

b) en remplaçant le paragraphe r par le suivant:

« salarié
perma-
nent »:

« (r) « salarié permanent »: tout salarié qui fait habituellement des travaux d'entretien de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil et tout salarié qui travaille à la production dans un établissement. »

1968, c.
45, a. 2,
rempl.

2. L'article 2 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Applica-
tion et
exclusion.

« **2.** La présente loi s'applique aux employeurs et aux salariés de l'industrie de la construction; toutefois, elle ne s'applique pas:

1° aux exploitations agricoles;

CHAPTER 35

An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act

[Assented to 19th December 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45) is amended:

(a) by inserting at the end of paragraph e the following paragraph:

"In addition, the word "construction" includes the installation, repair and maintenance of machinery and equipment, work carried out in part on the job site itself and in part in the shop, moving of buildings, transportation of employees, dredging, turfing, cutting and pruning of trees and shrubs and laying out of golf courses, but solely in the cases determined by regulation;"

(b) by replacing paragraph r by the following:

"(r) "permanent employee": any employee who habitually does maintenance work on buildings or civil engineering works and any employee who does production work in an establishment."

2. Section 2 of the said act is replaced by the following:

"**2.** This act shall apply to employers and employees in the construction industry but it shall not apply to:

(1) agricultural exploitations;

2° aux travaux d'entretien et de réparation exécutés par des salariés permanents embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;

3° aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavages et de trottoirs et à d'autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionale et des corporations municipales;

4° aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;

5° aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;

6° aux travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydroélectrique de Québec.

(2) maintenance and repair work done by permanent employees hired directly by an employer other than a professional employer;

(3) construction work on piping, sewers, paving, sidewalks and other work of the same kind done by the employees of urban or regional communities and municipal corporations;

(4) construction work relating directly to the exploration for or operation of a mine, done by employees of mining undertakings;

(5) construction work relating directly to forest operations, done by employees of undertakings for forestry operations;

(6) construction work on power transmission lines, done by the employees of the Québec Hydro-Electric Commission.

Règle-
ments.

« 2a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les cas visés au deuxième alinéa du paragraphe e de l'article 1. Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

“2a. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation determine the cases contemplated in the second paragraph of paragraph e of section 1. Every regulation made under this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Commis-
saire de
la cons-
truction.

« 2b. Toute difficulté d'interprétation ou d'application de l'article 2 ou des règlements adoptés en vertu de l'article 2a doit être déferée à un commissaire appelé commissaire de la construction et nommé par le ministre pour une durée maximale de trois ans; sa rémunération est déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Sitôt son enquête terminée, le commissaire doit rendre sa décision. Cette décision doit être rendue par écrit et motivée.

“2b. Any difficulty in the interpretation or application of section 2 or of the regulations passed under section 2a must be referred to a commissioner called the building commissioner who shall be appointed by the Minister for a maximum period of three years; his remuneration shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. As soon as his inquiry is terminated, the commissioner must render his decision. Such decision must be rendered in writing and must give the reasons therefor.

Applica-
tion de
a. 31.

« 2c. L'article 31 s'applique à toute décision du commissaire.

“2c. Section 31 shall apply to every decision of the commissioner.

Applica-
tion of
section 31.

Pouvoirs,
etc., d'un
commis-
saire.

« 2d. Le commissaire est investi à ces fins de tous les pouvoirs, immunités et privilèges conférés à un commissaire en vertu des articles 9 à 12, 16 et 17 de la Loi

“2d. The commissioner shall have for such purposes all the powers, immunities and privileges conferred upon a commissioner under sections 9 to 12, 16 and 17

Powers,
etc., of
commis-
sioner.

des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Avis du comité consultatif.

« 2e. Le commissaire peut, après avoir été saisi d'une affaire, en tout temps avant d'entendre les parties, requérir l'avis du comité consultatif.

"2e. The commissioner may, after the matter has been referred to him, at any time before hearing the parties, require the advice of the advisory committee.

Advisory Committee.

Composition.

« 2f. Le comité consultatif est composé de huit personnes nommées par le ministre; chacune des deux associations représentatives du côté syndical en choisit une, deux autres sont choisies par les cinq associations représentatives du côté patronal, deux par les représentants patronaux en dehors de l'industrie de la construction et deux par les représentants syndicaux en dehors de l'industrie de la construction. »

"2f. The advisory committee shall consist of eight persons appointed by the Minister; each of the two representative associations of the unions shall choose one representative, two others shall be chosen by the five representative associations of the employers, two by the representatives of employers outside the construction industry and two by the union representatives outside the construction industry."

Composition.

1968, c. 45, aa. 26, 27, ab.

3. Les articles 26 et 27 de ladite loi sont abrogés.

3. Sections 26 and 27 of the said act are repealed.

1968, c. 45, ss. 26, 27, repealed.

Id., a. 32, remp.

4. L'article 32 de ladite loi est remplacé par le suivant:

4. Section 32 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 32, replaced.

Surveillance, etc., du décret.

« 32. La Commission du salaire minimum est chargée de surveiller et d'assurer l'observance du décret jusqu'au 30 juin 1971 ou toute autre date antérieure fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. À cette fin, la Commission a tous les pouvoirs accordés à un comité paritaire en vertu de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143). »

"32. The Minimum Wage Commission shall supervise and assure compliance with the decree until the 30th of June 1971 or any earlier date fixed by the Lieutenant-Governor in Council. For such purpose, the Commission shall have all the powers granted to a parity committee under the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 143)."

Commission to supervise, etc., decree.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.